

**Nations unies - Débat public sur les
opérations de maintien de la paix -
Intervention de la représentante
permanente adjointe de la France
auprès des Nations unies - Conseil
de sécurité**

(New York, 29 août 2017)

Monsieur le Président,

Je tiens tout d'abord à vous remercier pour l'organisation de ce débat tout à fait opportun.

Je tiens à vous remercier, Madame la Secrétaire générale adjointe, ainsi que l'ambassadeur Gert Rosenthal et monsieur Youssef Mahmoud, pour vos analyses, qui permettent de mieux appréhender cet enjeu particulièrement complexe.

Je développerai trois points principaux relatifs à l'action de ce conseil.

1/. Tout d'abord, nous devons continuer de mettre la paix durable au coeur des objectifs des opérations de maintien de la paix. L'objectif de la paix durable est l'un des ressorts majeurs de l'évolution du maintien de la paix.

Il nécessite de s'attaquer aux priorités immédiates et vitales, comme la protection des civils et des droits de l'Homme, et à des tâches de plus long terme, telles que le soutien aux processus politiques, à la réforme de la sécurité et bien d'autres. L'émergence des opérations multidimensionnelles intégrées a répondu à cette nécessité et a marqué l'adaptation des Nations unies à ce défi complexe.

Aujourd'hui, dans bien des cas, les opérations de maintien de la paix telles que la MINUSCA ou la MINUSMA, soutiennent le renforcement des capacités locales, en particulier dans le domaine du désarmement, et de la réforme du secteur de la sécurité. Dans les secteurs de la justice, du rétablissement de l'autorité de l'État, de la gestion des armements, de la lutte contre l'impunité, les opérations de maintien de la paix fournissent un soutien précieux pour le long terme.

Ce conseil doit jouer tout son rôle dans cette adaptation permanente. Il s'agit de doter les opérations de mandats clairs qui soient à la fois ambitieux et réalistes, complets et ciblés, qui permettent de faire face à l'urgence et préparent les conditions d'un avenir pacifique. Nous saluons à cet égard les efforts du secrétaire général pour fournir au conseil des analyses complètes et opérationnelles, pour informer ses décisions. Nous devons poursuivre

collectivement nos efforts de priorisation des mandats, et de séquençage de leur mise en oeuvre, pour être au plus près des enjeux du terrain. Nous devons aussi, comme l'a souligné la vice-secrétaire générale, travailler avec les pays contributeurs de troupes pour renforcer la présence des femmes au sein des OMP, qui est essentielle pour un plus grand impact sur le terrain.

2/. Les OMP peuvent donc jouer un rôle décisif pour la paix. Mais, et c'est là mon deuxième point, elles ne peuvent le faire seules. Les opérations de maintien de la paix n'opèrent pas dans une bulle. Pour réussir, elles doivent voir leur action soutenue, complétée et démultipliée par les partenaires de la paix.

C'est en premier lieu le cas pour l'État-hôte, dont la pleine coopération avec l'OMP est une condition de sa réussite. Au-delà de l'urgence, l'État-hôte doit également s'investir dans sa relation avec l'opération, pour poser les bases d'un partenariat pour la stabilisation de long terme, qui se traduira in fine par le départ de l'opération. Ce partenariat doit reposer sur la volonté d'engager les réformes nécessaires, dans les domaines de la gouvernance, de la sécurité et d'autres. C'est à travers elles que le gouvernement s'approprie la paix durable.

Ce soutien à l'opération de maintien de la paix doit également s'incarner dans le domaine politique. Au-delà des spécificités de chaque conflit, une chose est sûre : le règlement durable de tout conflit ne peut être seulement militaire ; il est avant tout nécessairement politique. La synergie des initiatives politiques du Conseil, des voisins du pays en crise, des organisations régionales et des médiateurs ad hoc est indispensable pour aboutir à un accord de paix qui mette un terme à la crise.

Il est également un domaine crucial pour la stabilité de long terme, qui reste trop souvent négligé : il s'agit du domaine économique et du développement. En affectant le bien-être des populations, les fragilités économiques, combinées à d'autres facteurs, sont à la fois exacerbées par le conflit et le nourrissent. Nous le voyons aujourd'hui au Soudan du Sud, en particulier, où l'effondrement de l'économie nourrit la spirale de la violence. Réunis dans l'équipe-pays, les agences, fonds et programmes des Nations unies contribuent à répondre à ce défi. Mais d'autres acteurs sont aussi essentiels : les institutions financières internationales comme la banque mondiale et le FMI, les organisations et banques régionales, les bailleurs bilatéraux, le secteur privé. Dans ce domaine éloigné du mandat des OMP, la communauté internationale doit trouver les outils pour mieux se coordonner. Et à cet égard, comme l'a souligné la vice-secrétaire générale, il faut investir rapidement et sérieusement, dans l'agenda 2030 et la transformation profonde du système, notamment le renforcement du réseau des résidents-coordonateurs, si nous voulons que les objectifs du développement durable deviennent une réalité pour tous.

3/. Dans ce contexte, et c'est là mon troisième point, les transitions du maintien vers la consolidation de la paix constituent un pivot pour assurer l'enracinement de la paix durable.

Ces transitions ne peuvent réussir qu'en favorisant l'appropriation par le gouvernement-hôte des enjeux politiques et sécuritaires, mais aussi économiques et sociaux liés au départ d'une OMP. Cela a été le cas en Côte d'Ivoire, où dès 2014, l'ONUCI a changé de paradigme, passant d'un mandat largement sécuritaire à un mandat de soutien au renforcement des

capacités ivoiriennes. La réduction des effectifs de l'ONUCI s'est effectuée de manière consensuelle et graduelle, permettant une transition ordonnée et responsable. Le plan de transition élaboré conjointement par les Nations unies, le gouvernement et les grands partenaires a permis le passage de relais. Aujourd'hui, au Liberia et en Haïti, un mouvement comparable est en marche.

La communauté internationale, à travers non seulement l'équipe-pays des Nations unies mais aussi les organisations régionales et les bailleurs bilatéraux, doit accompagner ce processus. Mais il nécessite avant tout la pleine mobilisation des États-hôtes. Le rétablissement de l'autorité de l'État ne peut réussir que s'il s'appuie sur une volonté politique réelle, ainsi qu'une gouvernance efficace et le respect des droits de l'Homme, avec une politique économique claire. Sur tous ces points, la communauté internationale, en particulier les Nations unies, doit rester mobilisée après le départ de l'opération de maintien de la paix, notamment via la commission de consolidation de la paix, dont nous soutenons pleinement l'action.

Monsieur le Président,

La paix durable est un chemin ardu, de longue haleine, et souvent semé d'embûches. Cette entreprise complexe ne peut réussir que si elle s'appuie sur une convergence des acteurs, parmi lesquelles les opérations de maintien de la paix jouent un rôle certes unique, mais pas isolé. Pour être durable, la paix doit pouvoir émerger de la mobilisation de tous.

Je vous remercie./.